

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Jean-Luc CORONGIU

Tél: 04.84.35.42.72

Dossier 2024-110-PC

jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le **-7 FEV. 2025**

**Arrêté n° 2024-110-PC imposant des prescriptions complémentaires à la
société VALSUD BIOMASSE, dans le cadre de modifications
d'exploitation de ses installations situées
sur la commune de Fuveau**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

Vu le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre I, et notamment son article L.181-14 ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2020-162A du 28 février 2022 autorisant la société VALSUD à exploiter une installation de traitement de biomasse et de déchets verts, située sur la commune de Fuveau ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 14 mars 2023, complété en juin 2023, visant une demande de modification des conditions d'exploitation de la plateforme de préparation de biomasse de Fuveau, une demande d'aménagement et de dérogation respectivement aux articles 13 et 22 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé concernant respectivement la limitation de hauteur des stocks à 3 mètres et l'obligation de couverture des opérations de broyage ;

Vu les mesures compensatoires proposées par l'exploitant qui prévoient notamment le renfort des moyens de défense incendie par l'installation de canons à eau couplés à un système de détection couvrant l'ensemble des stockages afin de déroger à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;

Vu les mesures alternatives mises en œuvre par l'exploitant pour limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement afin de déroger à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;

Vu les avis du Service Départemental d'Incendies et de Secours (SDIS) du 28 juillet 2023, et du 19 avril 2024 ;

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 27 septembre 2024 ;

.../...

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 9 octobre 2024 ;

Vu la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que l'exploitant souhaite apporter des modifications de certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2020-162-A susvisé afin de tenir compte des contraintes techniques et des conditions d'exploitation effectives depuis l'obtention de son autorisation environnementale ;

Considérant que le projet de réaménagement du site vise une meilleure gestion des flux de déchets et une amélioration de la protection des tiers vis-à-vis du risque incendie ;

Considérant que ces modifications entraînent :

- une baisse du volume de stockage du bois relevant de la rubrique 1532 ;
- une augmentation de la hauteur des stocks à plus de 3 mètres ;
- la suppression de l'encadrement par des murs coupe-feu pour les stocks de souches situés au niveau de l'ancienne champignonnière et les andains de déchets verts broyés situés au niveau du hangar secondaire ;
- une hauteur de stockage maximale égale à celle des murs coupe-feu pour les stocks de déchets intégrés dans des box.

Considérant que la demande d'aménagement, sollicitée par la société VALSUD, de la prescription générale de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions édictées dans le présent arrêté ;

Considérant que la demande de dérogation sollicitée par la société VALSUD, de la prescription générale de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé est suffisamment justifiée mais nécessite la mise en œuvre de mesures compensatoires supplémentaires pour limiter les émissions diffuses de poussières lors des opérations de broyage des déchets verts ;

Considérant que le SDIS préconise des mesures compensatoires qu'il convient de fixer dans le présent arrêté préfectoral ;

Considérant que les dangers et inconvénients ne sont pas modifiés à l'échelle du périmètre couvert par l'autorisation environnementale ;

Considérant que les modifications envisagées par la société VALSUD, sur son site de Fuveau, ne sont pas soumises à évaluation environnementale et ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 I du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et actualiser certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 février 2022 susvisé ;

Considérant qu'en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Sur proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

ARRÊTE

Article 1 -Exploitant titulaire de l'autorisation

La société VALSUD dont le siège social est situé 41 Chemin Vincinal de la Millière – Parc Valentine Vallée Verte Immeuble Boubon N°1 CS 20106 13 011 Marseille est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2020-162A du 28 février 2022, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Fuveau, Route D6 Lieu dit « Trompe tout l'an » 13 710 FUVEAU (coordonnées 43°28'21.5"N 5°35'03.1"E.), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 - Classement ICPE du site

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est modifié pour la rubrique 1532-2b comme suit :

| Rubriques ICPE | | Nature des installations et volume d'activité | Régime |
|----------------|--|--|--------|
| N° | Intitulé | | |
| 1532-2b | Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D) | Stockage de 6 220 m ³ | D |

(D) déclaration

Article 3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

L'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est remplacé par ce qui suit :

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes : 4 074 tonnes de déchets non dangereux et 12 tonnes de déchets dangereux, soit :

| Type de déchets | Quantités maximales stockées sur le site |
|-----------------------|---|
| Déchets dangereux | <ul style="list-style-type: none"> 12 tonnes : Bois C : 6 t Boues de curage : 6 t |
| Déchets non dangereux | <ul style="list-style-type: none"> 4 074 tonnes : Déchets verts bruts : 429 t Bois A bruts : 116 t Bois B bruts : 84 t Souches brutes : 540 t (Dalle extérieur Ouest) Déchets verts broyés : 124 t Fines : 177 t Bois B préparé : 139 t Bois tampon : 16 t Souches broyées : 180 t Matière végétale mélange : 491 t Souches broyées : 450 t (Dalle extérieur Ouest) Déchets verts broyés : 1328 t (Hall secondaire) |

Article 4 - Transport – Registre Déchets

L'alinéa 1 de l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est remplacé par ce qui suit :

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Article 5 - Étude de dangers

L'alinéa 2 de l'article 8.2.6 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est remplacé par ce qui suit :

L'exploitant respecte les hauteurs de stockage modélisées dans l'étude de danger actualisée; soit :

- à la hauteur maximale des murs en blocs de béton délimitant les box d'entreposage ;
- à 4 mètres pour les déchets verts broyés ;
- à 5 mètres pour les souches de bois.

Article 6 - Dispositions constructives et conditions de stockage

L'article 8.3.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est remplacé par ce qui suit :

La plupart des stockages sont réalisés dans des box délimités sur 2 ou 3 côtés par des murs en blocs de béton préfabriqués ; ces blocs sont empilés et juxtaposés, sans scellement.

La disposition et les caractéristiques des murs sont conformes aux dispositions détaillées dans l'étude de danger et sa dernière mise à jour.

Les stocks de bois recyclés (plus secs) sont dans des alvéoles à 3 côtés pour éviter les propagations et sont sous le vent par rapport aux stocks de produits issus des végétaux (plus humides).

Pour la zone du hangar secondaire, les lignes d'andains 1 et 2 sont séparées au minimum de 5 mètres.

Les andains ne peuvent pas être stockés plus de 2 (deux) mois sur le site.

La hauteur maximale des andains est limitée à 4 mètres.

Article 7 - Systèmes de détection

L'alinéa 2 de l'article 8.4.4 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est remplacé par ce qui suit :

Les stockages extérieurs et intérieurs (sous hangars) sont surveillés par des détecteurs de flamme de type triple infra-rouge (IR) (9 au total). Ces détecteurs fonctionnent en continu et sont reliés à la centrale d'alarme en heures non ouvrables.

Article 8 - Surveillance et détection des zones de dangers

L'alinéa 2 de l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est remplacé par ce qui suit :

Tout incident ayant entraîné un déclenchement de la détection incendie donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Article 9 - Ressources en eau

L'article 8.8.3 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est complété par ce qui suit :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, dont :

- Deux canons à eau automatisés asservis à la détection incendie et disposés au niveau des stocks de déchets de bois les plus sensibles en termes de risque incendie (zone Nord du site)

L'alinéa 3 de l'article 8.8.3 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est remplacé par ce qui suit :

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il effectue une vérification périodique (a minima annuelle) de la disponibilité des débits.

Article 10 - Mesures favorisant l'intervention des services de secours

L'exploitant met à jour, lors de toutes modifications de l'installation, le plan des bâtiments et des aires de gestion des déchets afin de faciliter l'intervention des services de secours.

Le plan fait apparaître la description des dangers pour chaque bâtiment et aire ainsi que les moyens de défense incendie.

Les mesures suivantes doivent diminuer le potentiel calorifique et limiter l'impact des fumées en séparant le volume des déchets non impacté, pour cela l'exploitant doit :

- maintenir sur le site un espace libre permettant de déplacer et stocker le volume de déchets non impacté par un sinistre,
- disposer en permanence d'un engin disponible sur le site avec un personnel habilité à sa conduite afin de pouvoir faire la part du feu en cas de sinistre sur un stock.

Article 11 – Réduction des émissions de poussières lors des opérations de broyage

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2020-162A du 28 février 2022 est complété par ce qui suit :

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action, assorti d'un échéancier, proposant des mesures complémentaires à mettre en œuvre, en sus des mesures de prévention listées ci-dessus, visant à réduire les émissions de poussières lors des opérations de broyage.

Article 12 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr.

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de cette décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article 13 - Publication

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 14 - Exécution

- La Secrétaire Générale Adjointe de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence,
 - Le Maire de Fuveau,
 - Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,
 - Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le 7 FEV. 2025

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale adjointe

Marie-Pervenche PLAZA